

Questions orales

M. Nystrom: Si le gouvernement n'est pas prêt à le faire. . .

M. le Président: Que le député pose sa question.

* * *

• (1130)

[Français]

L'EMPLOI

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le président, je pense que vous savez, et le ministre aussi, que ce matin nous avons l'information à ce que le taux de chômage au Canada a augmenté de 1 p. 100 depuis l'année dernière. À Montréal, le taux de chômage a augmenté de 2.5 p. 100. Nous avons maintenant plus d'un million de Canadiens sans travail.

Ma question est la suivante, monsieur le président. Nous sommes maintenant en récession. Le ministre va-t-il finalement l'admettre et que fera-t-il pour les millions de Canadiens qui sont maintenant sans travail dans notre pays, des millions de Canadiens qui sont les premières victimes de sa récession?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je ne sais trop à quelle question le député veut que je réponde. Il a posé une question sur le Sénat et une autre sur l'assurance-chômage.

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, le premier ministre n'est pas ici pour répondre à ma question sur le Sénat. S'il était ici, il devrait présenter immédiatement un projet de loi abolissant le Sénat. Ma question s'adresse au ministre. . .

M. le Président: Une règle à la Chambre des communes interdit de mentionner l'absence d'un député, qu'il s'agisse du premier ministre ou de qui que ce soit. Je le rappelle au député. Qu'il pose sa question.

M. Nystrom: Monsieur le Président, en cette fin de semaine de l'Action de grâces, où même les banques d'aliments ne peuvent pas nourrir tous les affamés du pays, j'aimerais que le ministre des Finances nous dise ce qu'il entend faire pour le million et quelque de Canadiens sans emploi?

Peut-il retirer son projet de TPS? C'est la mauvaise taxe et elle vient au mauvais moment. Peut-il faire quel-

que chose pour les Canadiens qui n'ont pas d'emploi? Retirera-t-il son projet de taxe maintenant pour au moins faire cette faveur aux sans-emploi?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député a parlé du taux de chômage aujourd'hui. Le taux de chômage est peut-être en hausse, mais la création d'emplois aussi. Il y avait plus de Canadiens au travail le mois dernier que le mois précédent.

J'attire l'attention du député sur ce fait parce que ses exagérations flagrantes au sujet de la situation économique n'aident pas à accroître la confiance du public dans nos mesures économiques.

Je déplore moi aussi les files aux banques d'aliments. En raison de la faiblesse de l'économie dont j'ai parlé ouvertement ces derniers mois, nous avons réduit les taux d'intérêt de plus de 1,5 p. 100 depuis trois ou quatre mois. Si cette faible performance se poursuit et si les pressions inflationnistes s'estompent, nous les abaisserons et cela aidera à garantir une meilleure performance économique, sans inflation, dans les mois et les années à venir.

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, le ministre des Finances n'utiliserait pas le terme «récession» même s'il en avait la bouche pleine.

Si c'est de l'exagération flagrante, qu'a-t-il à dire au sujet des 115 personnes qui ont perdu leur emploi à la Dr. Ballard, à Mississauga? Ou des 94 personnes qui ont perdu leur emploi à la Fletcher, en Colombie-Britannique? Ou des 200 personnes qui ont perdu leur emploi à ICI Canada, à Montréal? Qu'a-t-il à dire à ces personnes qui sont sans emploi et qui ne peuvent pas en trouver à cause de la politique économique du gouvernement?

Va-t-il retirer la TPS, donner une chance à ces gens et commencer à se concentrer sur une politique d'emploi dans notre pays?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ai été très clair. Je ne me réjouis pas que des gens perdent leur emploi. Je voudrais que beaucoup de Canadiens en trouvent un autre.

Ce que je sais et que le député feint d'ignorer totalement dans les propos qu'il tient, c'est que l'harmonisation de la TPS au Québec donnera lieu à une augmentation considérable des nouveaux investissements dans le matériel d'usine et dans les techniques, augmentation qui